



**LA CHAIZE LE VICOMTE**  
**Aménagement des abords école Saint-  
Joseph, place de l'étang Pinou**

**MARCHE DE TRAVAUX**  
**Voirie et Réseaux Divers**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

**MAITRE D'OUVRAGE**

**COMMUNE DE LA CHAIZE LE VICOMTE**  
Mairie – 4 Rue des Noyers  
85310 LA CHAIZE LE VICOMTE

Tél : 02 51 05 70 21

**MAITRE D'OEUVRE**

**GEOUEST**  
46 rue Benjamin Franklin– BP 50352  
85009 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Tél. : 02 51 37 27 30

**PIECE N° 0**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Date et Heure limite de remises  
des offres**

**Vendredi 17 mai 2024  
à 12H00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>ORGANISATION DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
2.1.	ÉTENDUE ET MODE DE CONSULTATION	3
2.2.	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
2.3.	NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE	3
2.4.	VARIANTES ET PSE	3
2.5.	DELAI D'EXECUTION	3
2.6.	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2.7.	LE DELAI DE VALIDITE DES PRIX	4
2.8.	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS	4
2.9.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE	4
2.10.	GARANTIE PARTICULIERE POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	4
2.11.	SOUS-TRAITANCE	4
2.12.	MONNAIE	4
2.13.	CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	4
2.14.	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER	5
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>PRESENTATION DES OFFRES</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>NEGOCIATION</b>	<b>7</b>
5.1.	RECOURS A LA NEGOCIATION	7
5.2.	DEROULEMENT DE LA NEGOCIATION	7
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES</b>	<b>7</b>
6.1.	REMISE SOUS FORMAT ELECTRONIQUE	7
6.2.	COPIE DE SAUVEGARDE	7
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>REGLEMENT DU MARCHE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>DELAIS ET PROCEDURES DE RECOURS</b>	<b>9</b>

## ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'exécution **des travaux de renforcement des berges du ruisseau place de l'Etang Pinou et aménagement du parking situé devant l'école privée Saint-Joseph sur la commune de LA CHAIZE LE VICOMTE.**

Lieu d'exécution : **Rue des Frères Payraudeau**

La date prévisionnelle du début des travaux est fixée à partir du **17 juin 2024 (semaine 25).**

## ARTICLE 2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### 2.1. **Étendue et mode de consultation**

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon **une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle**, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

### 2.2. **Décomposition de la consultation**

L'opération n'est pas allotie.

Il n'est pas prévu de découpage en tranche de travaux.

### 2.3. **Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires ou conjoints. Le mandataire étant nominativement désigné dans l'acte d'engagement et sera solidaire de chacun des membres du groupement.

### 2.4. **Variantes et PSE**

A- Variante(s) Facultative(s)

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

B- Variante(s) Obligatoire(s)

Il n'est pas prévu de variantes obligatoires.

C- Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)

La consultation ne prévoit pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE).

### 2.5. **Délai d'exécution**

Le délai d'exécution (hors période de préparation) commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Le délai d'exécution prévisionnel des travaux est de **8 semaines.**

**Un planning détaillé ainsi qu'un plan de phasage des travaux devront être joints à l'offre.**

## **2.6. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.7. Le délai de validité des prix**

Le délai de validité des offres est fixé à QUATRE VINGT DIX (90) JOURS à compter de la date limite de remise des offres.

## **2.8. Propriété intellectuelle des projets**

Sans objet.

## **2.9. Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense**

Sans objet

## **2.10. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet

## **2.11. Sous-traitance**

Suivant les stipulations du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

Le (les) sous-traitants pourront être déclarés dans l'acte d'engagement lors de la remise des offres ou en cours d'exécution de travaux.

Chaque prestation sous-traitée devra néanmoins faire l'objet d'une acceptation de la personne responsable du marché par un acte de sous-traitance signé par les deux parties et qui sera annexé à l'acte d'engagement.

## **2.12. Monnaie**

Le marché est établi en EUROS.

## **2.13. Contenu du dossier de la consultation**

- le présent règlement de consultation ;
- l'acte d'engagement (à remplir par le candidat) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (à compléter par le candidat) ;
- 20 - plan de l'état actuel (Indice A du 10.04.2024) ;
- 21 - plan de voirie / revêtements (Indice A du 10.04.2024) ;
- 22 - plan de signalisation / mobilier (Indice A du 10.04.2024) ;
- 2 – plan des réseaux (Indice A du 10.04.2024) ;

## 2.14. Modalités d'obtention du dossier

Les documents de consultation sont téléchargeables gratuitement sur le site internet : <https://www.marches-securises.fr>

### ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées électroniquement par eux.

**Il est rappelé que depuis le 1er octobre 2018, l'ensemble des échanges se fait par voie dématérialisée et signifie que les candidatures et les offres doivent être transmises par cette voie.**

A l'intérieur on trouvera :

#### **1/ Les documents suivants relatifs à la candidature :**

- a. Les déclarations et documents conformes aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-9 du code de la commande publique (DC1, DC2) <sup>1</sup>ainsi que toutes les pièces qu'il est mentionné de joindre aux dites attestations dont l'attestation de régularité fiscale,
- b. Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner,
- c. La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire,
- d. L'identification et le justificatif d'habitation de la (les) personne(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat ;
- e. Les attestations d'assurances à jour (responsabilité civile et décennale),
- f. La présentation de l'entreprise globalement pour toutes ses activités et présentation, le cas échéant, de l'agence qui exécutera le marché,
- g. Une liste des principaux travaux effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.
- h. Toutes pièces en rapport avec l'objet du marché que l'entreprise jugera utile, permettant d'évaluer les capacités financières, professionnelles et techniques de l'entreprise.

Selon les dispositions de l'article R2143-4 du décret précité, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités. Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

#### **2/ Les documents suivants relatifs à l'offre :**

- a. **L'acte d'engagement** dûment complété.
- b. **Les demandes éventuelles d'acceptation de sous-traitants** accompagnées des déclarations prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique.
- c. **La décomposition du prix global et forfaitaire** complétée, datée et signée.

---

<sup>1</sup> Les formulaires ont été mis à jour depuis le 04.04.2019 et sont disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

- d. Afin de juger la qualité technique de l'offre, le candidat devra obligatoirement joindre à son offre un mémoire technique spécifique et propre au marché décrivant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant.
- En cas de groupement, les modalités d'organisation ou de répartition des prestations entre membres du groupement devront être clairement précisées.

Ce document comprendra notamment :

**Indications sur les techniques de réalisation et moyens mis en œuvre**

- *Mode opératoire pour chaque phase de travaux*
- *Moyens humains et matériels sur le chantier*

**Indications sur l'organisation du chantier**

- *Mesures prises pour la sécurité du chantier liée à la coactivité des différents intervenants*
- *Mesures prises pour réduire la gêne des usagers et assurer la propreté du chantier*
- *Détails des dispositions prévues pour la prise en compte des contraintes de circulation*

**Planning prévision d'exécution des travaux**

- *Conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG Travaux. Il devra ressortir les périodes de congés de l'entreprise, et le phasage avec les moyens utilisés à chaque étape. Il devra comprendre les dates de début et de fin des travaux, ainsi que les points d'arrêts.*

**Indications sur les principales fournitures**

- *Provenance des fournitures mises en œuvre, moyens d'approvisionnement*

**Documents à produire au stade de l'attribution :**

Le candidat auquel il est prévu d'attribuer le marché, produira les certificats et attestations, dans les conditions définies à l'article 2144-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, et dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires dans les mêmes conditions avant que le marché ne lui soit attribué.

**Données personnelles :**

Les informations recueillies dans le cadre de la consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de la procédure de consultation et au suivi de l'exécution du/des marché(s) en découlant.

Elles sont conservées pendant cinq ans à compter de l'attribution du/des marché(s), et sont destinées aux agents du service marché public et les agents du service gestionnaire de la consultation.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les candidats bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent, qu'ils peuvent exercer en s'adressant à l'acheteur dont les coordonnées sont mentionnées en page de garde.

Les candidats peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données les concernant.

#### **ARTICLE 4. JUGEMENT DES OFFRES**

Le jugement des offres sera effectué conformément aux conditions prévues à l'article R2152-1 et R2152-6 du code de la commande publique au moyen des critères suivants :

**Critères de sélection des candidatures**

- Capacités Techniques et financières
- Garanties professionnelles

**Critères de jugement des offres**

Pour retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, le jugement des offres sera effectué selon les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Prix des prestations ..... 50 %
- Qualité technique de l'offre au regard du mémoire ..... 50 %

et jugée au regard des 4 sous-critères suivants et notés comme suit :

- *Techniques et moyens mis en œuvre : 15 points*
- *Organisation du chantier : 15 points*
- *Planning prévisionnel d'exécution des travaux : 15 points*
- *Qualité et provenance des matériaux et fournitures : 5 points*

## **ARTICLE 5. NEGOCIATION**

### **5.1. Recours à la négociation**

A l'issue d'un premier classement des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité et si les offres ne donnent pas entière satisfaction, d'engager une série de négociations avec les 3 premiers candidats dont l'offre n'aura pas, à ce stade, été écartée comme inappropriée, irrégulière ou inacceptable.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments constitutifs de l'offre, dont le prix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

### **5.2. Déroulement de la négociation**

A l'issue d'un premier classement des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité et si les offres ne donnent pas entière satisfaction, d'engager une série de négociations avec les 3 premiers candidats dont l'offre n'aura pas, à ce stade, été écartée comme inappropriée, irrégulière ou inacceptable.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments constitutifs de l'offre, dont le prix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Conformément à l'article R2132-7 du code de la commande publique, les négociations font l'objet d'échanges par voie électronique via le profil acheteur.

## **ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

Les offres devront être remises **avant le vendredi 17 mai 2024 – 12H00**

**Les candidats disposent d'une seule possibilité pour remettre leur offre : remise des offres par voie électronique avec possibilité de remettre parallèlement une copie de sauvegarde.**

### **6.1. Remise sous format électronique**

Le candidat remettra son offre à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Les documents contenus dans les enveloppes devront respecter les formats demandés. Seront acceptés les formats suivants : .doc ; .xls ; .pdf ; .gif ; .jpg ; .zip

Il est ici rappelé qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

**Le soumissionnaire est informé que l'acheteur n'exige pas la signature électronique au dépôt de l'offre.**

### **6.2. Copie de sauvegarde**

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous format papier.

Cette copie de sauvegarde doit être remise à l'acheteur par pli recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, à l'adresse suivante :

**COMMUNE DE LA CHAIZE LE VICOMTE**  
**Mairie – 4 Rue des Noyers**  
**85310 LA CHAIZE LE VICOMTE**

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté, qui doit comporter le nom du candidat ainsi que la mention :

**COPIE DE SAUVEGARDE | NE PAS OUVRIR**

**LA CHAIZE LE VICOMTE**  
**Procédure Adaptée | Renforcement des berges du ruisseau place de**  
**l'Etang Pinou et aménagement du parking situé devant l'école**  
**Saint-Joseph**  
**Candidat : (dénomination + adresse)**

Les copies de sauvegarde qui seraient remises après la date et l'heure limites fixées à l'article 6 du présent règlement de consultation, ainsi que celles remises sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenues.

Cas possibles d'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais impartis :

- Si un programme informatique malveillant est détecté par l'acheteur dans le pli déposé par voie électronique ;
- Si le pli transmis par voie électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouvert, sous réserve que la transmission du pli électronique ait commencé avant la date limite de remise des offres ;

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par l'Acheteur au terme de la procédure.

**La remise des offres sur support physique électronique (hors cas de la copie de sauvegarde) n'est pas autorisée.**

#### **ARTICLE 7. REGLEMENT DU MARCHE**

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

Le délai commence à courir à compter de la date de réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement par l'entreprise.

Les demandes de paiement seront obligatoirement déposées sur le portail CHORUS PRO.

#### **ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler par écrit leur demande et la transmettre via le profil acheteur : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

Le pouvoir adjudicateur ne peut s'engager à répondre à une question posée dans les 8 jours calendaires précédant la date limite fixée pour la réception des plis.



**ARTICLE 9.     DELAIS ET PROCEDURES DE RECOURS**

<b>Instance chargée des procédures de recours</b>	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES 6 quai de l'Île-Gloriette - BP 24111 44041 NANTES cedex 01 Tél. : 02.40.99.46.00 / Fax : 02.40.99.46.58
<b>Organe chargé des procédures de médiation</b>	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics de Nantes 6 quai Ceineray – BP 33515 44035 NANTES cedex 01
<b>Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours</b>	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES 6 quai de l'Île-Gloriette - BP 24111 44041 NANTES cedex 01 Tél. : 02.40.99.46.00 / Fax : 02.40.99.46.58  Le tribunal administratif peut être saisi par voie électronique via l'application informatique "télerecours citoyens" accessible par le site internet HYPERLINK <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>
<b>Délai de recours</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Référé précontractuel : article L551-1 du Code de Justice Administrative</li><li>• Référé contractuel : article R 551-7 du Code de Justice Administrative</li><li>• Recours gracieux dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision contestée</li><li>• Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat et/ou référé suspension (article L521-1 du Code de Justice Administrative) dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision contestée (article R421-1 du Code de Justice Administrative)</li><li>• Recours de pleine juridiction exercé par tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées</li></ul>